

La séance du Conseil de la Société des Nations

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

En somme, le gouvernement français estime que le retrait en cours des volontaires de l'Espagne gouvernementale...

« Le gouvernement belge, dit-il, a toujours été en faveur du retrait des volontaires, qui constitue la première étape décisive vers le rétablissement de la paix. »

M. Alvarez del Vayo ne pouvait qu'applaudir à ce noble langage. Il a fait en des termes brève et d'une pondération qui a fait l'impression. Le ministre des Affaires étrangères d'Espagne a, d'ailleurs, eu l'occasion de voir M. Georges Bonnet et de lui exposer ses vues sur la situation.

Le ministre français des Affaires étrangères a quitté l'Assemblée le soir, il sera mardi matin à la Chambre pour participer à la suite du débat sur la politique étrangère.

Par le même train que M. Georges Bonnet est parti Lord Halifax. Les deux ministres ont convenu d'avoir dans le train une dernière conversation sur les affaires intéressant les deux pays.

Quatre mille volontaires étrangers ont quitté l'Espagne républicaine il en reste six mille

La séance du Conseil s'est terminée à 17 h. sous la présidence de M. Sandier, ministre des Affaires étrangères de Suède.

Dès le début, les membres ont eu connaissance du rapport présenté par la Commission militaire internationale chargée de constater le retrait des combattants non-espagnols en Espagne.

Ce rapport déclare qu'à l'heure actuelle le nombre des volontaires étrangers qui ont quitté l'Espagne républicaine s'élève exactement à 4.640.

Dans ce nombre, les Anglais sont 407, les Belges 347, les Français 2.141, les Polonais 283, les Tchèques 548. Ce nombre de 4.640 représente 47 % des éléments stationnés en zone catalane, la seule zone dans laquelle des évacuations ont été jusqu'à présent réalisées.

Le rapport de la Commission précise qu'à la date du 1^{er} septembre dernier, les brigades internationales comprenaient 25.099 officiers, sous-officiers et hommes de troupe, dont 40 % étaient des non-espagnols.

Le rapport ajoute : « Il convient de rappeler que l'intégralité du retrait du front et l'intégralité du retrait d'Espagne. Pour ce dernier il y a évidemment lieu d'attendre les dernières évacuations. En ce qui concerne l'intégralité du retrait du front, la Commission a acquis la conviction morale que les opérations de retrait sont complètement terminées. »

Le gouvernement français a toujours condamné toute immixtion étrangère dans la guerre civile espagnole rappelle M. Bonnet

Le Conseil, sur le rapport du représentant de l'Iran, M. Ateia, a approuvé le rapport de la Commission internationale. Il a prorogé d'un mois les pouvoirs de cette commission.

M. Georges Bonnet, ministre des Affaires étrangères de France, a, ce propos, fait une déclaration dans laquelle il a dit : « L'évacuation de la zone gouvernementale de la totalité des volontaires étrangers constitue la première partie de la tâche que les puissances se sont assignées depuis de longs mois déjà, à l'égard de l'Espagne. »

« Pour ce qui est du gouvernement français, il ne s'est jamais départi de cette politique qui consiste à condamner toute immixtion étrangère dans la guerre civile espagnole, et à éliminer de cette guerre tous les éléments étrangers qui sont venus la rendre si périlleuse pour la bonne entente entre les nations européennes. »

« A l'évacuation totale des combattants non Espagnols de la zone gouvernementale, doit correspondre l'évacuation totale des combattants étrangers de la zone de Burgos. »

« A l'heure actuelle, il sera possible de parler d'apaisement dans le bassin occidental de la Méditerranée où l'Espagne est un élément essentiel du « statu quo ». »

L'adhésion britannique

Lord Halifax prend ensuite la parole. « Le gouvernement britannique, déclare-t-il, s'est efforcé de venir en aide aux victimes innocentes de la lutte espagnole. »

« Il est nécessaire que cesse l'intervention étrangère, de quelque côté que vienne. »

Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères approuve la résolution du Comité des trois et le gouvernement britannique adhère, pour sa part, à l'extension, pour un mois, du mandat de la commission.

Puis, le représentant de l'U.R.S.S. à Paris, M. Souritz, déclare : « Si le retrait des volontaires n'est pas achevé actuellement, ce n'est pas au gouvernement espagnol ni au peuple espagnol qu'en incombe la responsabilité, en tout cas toute la sympathie de l'U.R.S.S. va à l'indépendance de l'Espagne et à l'indépendance aujourd'hui que tous les volontaires sur le front républicain ont été retirés. »

« C'est une armée exclusivement espagnole qui se bat pour l'indépendance de son pays », déclare M. Del Vayo

M. Alvarez del Vayo, ministre des affaires étrangères du gouvernement de Barcelone, remercie le Conseil et la commission, au nom du gouvernement qu'il représente, de leur collaboration.

« Le gouvernement espagnol, dit-il, a exécuté intégralement la décision qu'il avait prise en matière de retrait de tous les volontaires engagés dans les rangs de ses combattants. Une armée espagnole, 100 % espagnole, exclusivement espagnole, se bat pour l'indépendance de son pays. Cette vérité est établie dans le rapport de la commission avec une telle force, qu'il est superflu pour le représentant du gouvernement espagnol, d'y ajouter un mot de commentaire. »

La discussion générale est alors close, et le rapport adopté.

A 18 h. 20, le Conseil de la S.D.N. s'ajourne à mercredi.

Un hommage à la mémoire de M. Vanderveelde

Avant d'aborder la discussion de l'ordre du jour, le président, M. Sandier, ministre des Affaires étrangères de Suède, avait prononcé l'éloge funèbre de M. Vanderveelde qui, de 1925 à 1927, comme ministre des affaires étrangères de Belgique, a représenté son pays à la S.D.N.

M. Spaak, au nom du gouvernement belge tout entier remercia le président du Conseil de ces condoléances.

L'Union fédérale des combattants renouvelle sa confiance à son président M. Pichot

Paris, 16 janvier. — On nous communique ce qui suit : « Le Comité national de l'Union fédérale des Combattants, réuni sous la présidence de M. Henri Pichot, déclare que l'Union fédérale s'opposera à toute disposition qui aurait pour effet de porter atteinte aux droits des victimes de la guerre. »

« Il insiste auprès du gouvernement pour que des secours massifs de vivres, de vêtements, de médicaments soient immédiatement envoyés en Espagne pour venir en aide aux enfants, aux femmes, aux vieillards et répartir sous le contrôle d'une Commission internationale. »

« Il a pris nettement position en faveur de : 1° des mesures financières, militaires (notamment l'armement sérieux et la défense passive) et sociales ; 2° de la cessation de toute intervention étrangère en Espagne ; 3° d'une politique constructive de paix à la fois réaliste et généreuse qui, libérant la France — associée loyale et forte de l'Empire britannique — des pressions répétées des Etats totalitaires, précéderait la réunion d'une ou plusieurs conférences bien préparées et comprenant tous les intérêts ; 4° de l'union de tous les citoyens au-u-r du gouvernement de la France pour une politique de liberté, de sécurité et de collaboration pacifique ; 5° Enfin, le Comité national a entendu M. Henri Pichot, qui montre l'heureuse influence exercée par le mouvement combattant dont il a pris l'initiative. »

La guerre civile en Espagne



Le général Franco (au centre) avec des officiers supérieurs sur le front catalan.

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

En dehors des villes importantes Reus et Tarragone, nous avons libéré soixante-quatre villes et villages.

L'armée gouvernementale est disloquée

On recueille au grand quartier général nationaliste l'opinion que l'armée gouvernementale est entièrement disloquée. La seule question que l'on se pose est de savoir si elle aura le temps de se regrouper devant les colonnes nationalistes qui la harcèlent de tous côtés.

Une offensive gouvernementale dans la province de Grenade

Front d'Andalousie, 16 janvier. — (De l'envoyé spécial de l'Agence Havas) : Les troupes républicaines ont déclenché lundi matin une offensive dans la province de Grenade et ont rompu le front nationaliste dans le secteur de Tozar, à une quarantaine de kilomètres au nord-ouest de Grenade.

Les gouvernementaux attaquent dans la direction nord-est, ont enfoncé les lignes, passé la rivière Hicar, tué leurs adversaires du village de Tozar. Ils ont occupé aussi plusieurs côtes situées à l'est de Tozar. Dans la soirée, leur avance continuait.

Le gouvernement de Burgos crée un impôt sur les bénéfices de guerre

Burgos, 16 janvier. — Une loi qui vient de paraître au Bulletin officiel crée un impôt spécial sur les bénéfices de guerre. Jusqu'à 50.000 pesetas, les industriels ou commerçants paieront une taxe de 25 pour cent, de 50.000 à 100.000 pesetas ils paieront 40 %, de 100.000 à 250.000 50 %, de 250.000 à 750.000 70 % et à partir de 750.000 80 %. Ces taxes devront être payées sur les bénéfices réalisés depuis le 18 juillet 1936.

L'affaire Golding

Londres, 16 janvier. — M. Cecil Jeram, agent britannique par intérim auprès des autorités de Burgos, a reçu communication des accusations qui ont motivé l'arrestation de M. Golding, consul honoraire britannique à Saint-Basle.

La suppression du régime de la « porte ouverte » en Chine

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE) Les réactions anglaises

Londres, 16 janvier. — Les termes de la nouvelle note britannique remis au Japon sont favorablement commentés par la presse anglaise qui, dans ses éditoriaux, traduit l'irritation que cause lui la politique du gouvernement de Tokio en Extrême-Orient.

La capitale catalane se prépare à une farouche résistance

Barcelone, 16 janvier. — De diverses sources autorisées, on apprend que la retraite « stratégique » de l'armée républicaine en Catalogne s'opère sur des lignes de fortifications destinées à contenir l'adversaire.

« Le parti communiste que nous ignorons une Espagne neuve pour tous ceux qui sauront l'aimer et la servir. Nous en scarterons seulement ceux qui ont taché leurs mains dans le sang de leurs frères. Espagnols, vous tous qui m'écoutez : « Vive l'Espagne ! »

Washington est satisfait de la solidarité anglo-américaine

Washington, 16 janvier. — La note britannique au gouvernement japonais provoque une vive satisfaction dans les milieux politiques américains qui soulignent les points communs existant entre l'attitude britannique et l'attitude des Etats-Unis, telle qu'elle a été définie par la note de M. Cordell Hull du 31 décembre.

Les attaques de l'aviation nationaliste contre la route de la côte

Barcelone, 16 janvier. — L'aviation nationaliste survole et bombarde sans arrêt la route de Tarragone à Vendrell, qui suit la côte. Deux ou trois avions font cette besogne en permanence. La route est encombrée de canons, de charrettes et de piétons.

L'Italie attend la victoire de Franco avant de reconsidérer ses rapports avec la France et préciser ses revendications

Rome, 16 janvier. — « Le problème espagnol conditionne la situation en Méditerranée, et de sa solution dans le sens souhaité par l'Italie, c'est-à-dire la victoire totale du général Franco, dépend l'évolution des rapports franco-italiens. »

« L'International ouvrière socialiste demande l'abandon de la politique de non-intervention... »

« L'International ouvrière socialiste demande aussi que l'assistance économique la plus large soit fournie au peuple espagnol. Plus que jamais, l'International définit ainsi le devoir de tous ses partis : Tout, absolument tout, pour la République espagnole. »

« L'International ouvrière socialiste demande aussi que l'assistance économique la plus large soit fournie au peuple espagnol. Plus que jamais, l'International définit ainsi le devoir de tous ses partis : Tout, absolument tout, pour la République espagnole. »

« L'International ouvrière socialiste demande aussi que l'assistance économique la plus large soit fournie au peuple espagnol. Plus que jamais, l'International définit ainsi le devoir de tous ses partis : Tout, absolument tout, pour la République espagnole. »

« L'International ouvrière socialiste demande aussi que l'assistance économique la plus large soit fournie au peuple espagnol. Plus que jamais, l'International définit ainsi le devoir de tous ses partis : Tout, absolument tout, pour la République espagnole. »

« L'International ouvrière socialiste demande aussi que l'assistance économique la plus large soit fournie au peuple espagnol. Plus que jamais, l'International définit ainsi le devoir de tous ses partis : Tout, absolument tout, pour la République espagnole. »

Le reliquat des fonds recueillis par le comité de l'Armistice — soit 700.000 francs — est versé à la Caisse autonome de la défense nationale

Paris, 16 janvier. — M. Champetier de Ribes, ministre des Anciens combattants et pensionnés, accompagné des autres membres du conseil permanent du Comité de l'Armistice, s'est rendu lundi après-midi à la grande chancellerie de la Défense nationale.

Les dons remis à la caisse seront désormais consacrés à l'achat d'avions

Paris, 16 janvier. — M. Champetier de Ribes, ministre des Anciens combattants et pensionnés, accompagné des autres membres du conseil permanent du Comité de l'Armistice, s'est rendu lundi après-midi à la grande chancellerie de la Défense nationale.

Une jeune fille est découverte assassinée près d'Avignon

Avignon, 16 janvier. — On a découvert lundi soir, dans un champ, au milieu des rochers, non loin de Noves (Bouches-du-Rhône), le cadavre baignant dans une mare de sang de Mlle Marie-Louise Isoard, âgée de 16 ans et demi.

M. Jean Zay préside la première réunion du haut-comité de coordination des recherches scientifiques

Paris, 16 janvier. — Le haut comité de coordination des recherches scientifiques a tenu sa première réunion lundi au ministère de l'Education nationale.

L'Angleterre va construire 400.000 abris individuels contre les raids aériens

Londres, 16 janvier. — Le gouvernement a passé commande de 120.000 tonnes de feuilles d'acier et accessoires en vue de la construction de 400.000 abris individuels contre les raids aériens.

Encore un grand procès en perspective à Moscou

Moscou, 16 janvier. — M. Vynchinski, procureur de l'U.R.S.S., a ordonné la mise en jugement d'un certain nombre de directeurs d'entreprises ou d'organisations, chefs de service, chefs d'ateliers, coupables d'avoir contrevenu au récent décret concernant le rétablissement de la discipline du travail.

Trois ouvriers sont précipités dans un bassin, à Saint-Nazaire

Saint-Nazaire, 16 janvier. — Par suite de la rupture d'une élingue, trois ouvriers qui travaillaient à bord du paquebot « Pasteur » actuellement en cours de construction, ont été précipités dans le bassin. Deux d'entre eux ont pu être retirés suffisamment à temps et sauvés.

La fraude fiscale AUX ETATS-UNIS

Washington, 16 janvier. — La Commission fédérale de valeurs de bourse, a cité à comparaître une grande compagnie de gaz et d'électricité, accusée d'avoir fraudé le fisc, de 1934 à 1937. Ladite compagnie, notamment, aurait fait de fausses déclarations portant sur une somme de 100 millions de dollars.

BELGIQUE

La situation de M. Merlot

Bruxelles, 16 janvier. — M. Merlot, ministre de l'Intérieur, a déclaré qu'il avait eu une explication avec le chef du gouvernement, d'accord avec lui sur la politique à pratiquer vis-à-vis de l'Espagne, il ne l'était plus en ce qui concerne la procédure adoptée par le bureau du parti socialiste à propos de son congrès.

Près d'Anvers, un auto est tamponnée par un train

Deux morts et deux blessés graves

Anvers, 16 janvier. — Lundi après-midi, au Bouchon d'Anvers, un train de la ligne Liège-Louvain, une automobile conduite par un brasseur de Hove et, dans laquelle se trouvaient trois autres personnes, a été prise en écharpe par un train.

Dernières Nouvelles Sportives

Les Six Jours de Bruxelles

Bruxelles, 17 janvier. — Les Six Jours ont débuté sous la présence d'une affluence fort nombreuse.

MATCHES POUSSINES

Le match 1. Buysse-Biliet 100 tours en 2' 49". Guano-Quera, à 25 mètres; Slaats-Pelleraers rejoins après 2' 48". Le 1^{er} biblicien après 1' 48".

RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX

COTONS

Table with 4 columns: Terme, Précedent, Jour, Cours. Rows include New-Orleans and New-York.

CHANGES A L'ETRANGER

Londres. — Sur Paris, 171/18; sur Bruxelles, 271/28; sur New-York, 81/82...

Revu du marché de New-York

New-York, 16 janvier. — En l'absence de tout changement, le marché fut de nouveau calme aujourd'hui. Les valeurs ont été en baisse, mais les vendeurs se montraient hésitants.

IL EST AUSSI FACILE DE VENDRE UNE VOTURE QUE DES ANNONCES.

Nos bureaux sont fermés le dimanche.